

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20048 - 77EME ANNÉE

## Appel au rassemblement des travailleurs, de la jeunesse et des retraités

## L'Intersyndicale appelle à manifester le 27 janvier pour une « augmentation immédiate de tous les salaires ! »

« Un emploi, un salaire, une retraite pour vivre dignement ! », c'est un des mots d'ordre de l'Intersyndicale qui appelle à manifester jeudi 27 janvier entre le Petit-Marché et la préfecture à Saint-Denis. Composée de la CGTR, de FO, de la FSU, du SAIPER et de l'UNEF, l'Intersyndicale a présenté hier ses revendications lors d'une conférence de presse. Les syndicats demandent une augmentation immédiate des salaires, retraites et minima sociaux pour faire face à l'aggravation de la vie chère, et soutien la jeunesse déjà victime de la précarité et qui « doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance chômage décidées par le gouvernement. » Voici le tract intitulé « Augmentation immédiate de tous les salaires ! » appelant à la manifestation du 27 janvier.

Personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et finalement du coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités.

Vie chère et inflation pour toutes et tous !

Personne n'ignore que seuls les salaires, les pensions et les aides et allocations continuent de stagner ou même de baisser au regard de l'inflation, de décrocher par rapport aux qualifications dans le privé comme dans le public. Stagnation ou baisse des revenus !

Si, dans de certains secteurs et entreprises des mobilisations et des négociations ont permis d'obtenir des revalorisations de salaires (comme chez Newrest début 2022), trop souvent encore les négociations sont au point mort ou les propositions des employeurs loin du compte.

Les organisations CGTR, FO, FSU, SAIPER-UDAS et Solidaires ne peuvent s'en satisfaire et n'entendent pas en rester là ! Sans augmentation du point d'indice et du SMIC il n'y aura aucune avancée pour les salarié-es dont les minima de branches, quand les accords existent localement, sont actuellement en dessous du salaire de base minimum.

Elles contestent dans le même temps que le gouvernement ait maintenu sa réforme de l'assurance chômage qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salariés dans des emplois à faible salaire, à temps partiel ou en CDD.

Les retraité-es très massivement mobilisé-es attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

La jeunesse confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance chômage décidées par le gouvernement.

Les organisations CGTR-FO-FSU-SAIPER UDAS-Solidaires soutiennent les actions et mobilisations organisées dans les jours et semaines qui viennent pour exiger :

- Augmentation immédiate des salaires
- Allocations pour les jeunes en formations et en recherche d'emploi
- Améliorer les pensions des retraité-es
- Défense des emplois et des conditions de travail dignes

Un emploi, un salaire, une retraite pour vivre dignement !

## Conflit lié au changement climatique

# Guerre de l'eau : le HCR a besoin de 59,6 millions de dollars pour venir en aide à 100 000 personnes déplacées du Nord du Cameroun

Le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, a lancé hier un appel de fonds supplémentaire de 59,6 millions de dollars pour apporter un soutien d'urgence à 100 000 réfugiés, déplacés internes et membres des communautés d'accueil au Tchad et au Cameroun, suite aux violences intercommunautaires dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ces violences trouvent leur origine dans un différend entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs au sujet des ressources en eau qui s'amenuisent en raison du changement climatique.

Ces fonds permettront au HCR et à ses partenaires humanitaires et gouvernementaux de répondre aux besoins humanitaires considérables des personnes déplacées suite aux violences et de leur fournir protection et assistance pour les six prochains mois au moins.

Les violences ont éclaté le 5 décembre 2021 dans le village frontalier d'Ouloumsa, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, à la suite d'un différend entre éleveurs, pêcheurs et agriculteurs au sujet des ressources en eau qui s'amenuisent en raison du changement climatique. La violence s'est ensuite étendue aux villages voisins, faisant 44 morts, plus de 100 blessés et 112 villages incendiés.

En l'espace de deux semaines, des dizaines de milliers de personnes ont fui vers le Tchad voisin ou ont été déplacées à l'intérieur du Cameroun. Les affrontements de décembre ont fait suite à des violences similaires en août 2021 qui ont provoqué le déplacement de quelque 23 000 personnes dans les deux pays.

Le HCR a besoin de 59,6 millions de dollars pour pou-



Amina et ses trois petits-enfants sur un site d'accueil pour les réfugiés camerounais à Oundouma, au Tchad.

© HCR/Aristophane Ngargoune

voir fournir des abris et des articles de première nécessité, tels que des couvertures, des nattes et des moustiquaires. Les fonds couvriront également les besoins croissants en eau, en assainissement et en hygiène.

La protection des enfants, la prévention et la réponse à la violence sexuelle et sexiste, les besoins en termes de documentation et la question de l'éducation sont également des priorités. Le HCR estime que près de 9 réfugiés camerounais sur 10 au Tchad sont des femmes et des enfants.

Le HCR continue à collaborer avec les autorités pour concrétiser les efforts de paix et de réconciliation dans la région de l'Extrême-Nord. Cependant, une action urgente est nécessaire pour s'attaquer aux causes profondes du conflit.

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77<sup>e</sup> année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany  
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;  
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP : 0916Y92433

## Edito

### Simon Bolivar, le libertador

**La stature politique et humaniste de Simon Bolivar, figure de libération de l'Amérique latine, continue d'inspirer puissamment les mouvements de gauche du continent. Homme d'État vénézuélien du XIXe siècle, Simon Bolivar incarne les idéaux progressistes de libération de l'Amérique du Sud de la puissance coloniale espagnole. Il plaide pour la fin de la monarchie et une révolution sociale basée sur l'éducation à même d'asseoir une pleine indépendance.**

Bolivar est né à Caracas en 1783, au sein d'une des plus riches familles du Venezuela. Son précepteur lui a fait lire John Locke et Jean-Jacques Rousseau. « Vous avez ouvert mon cœur à la liberté », écrit-il à son maître. Il voyage en Europe, dépense sa fortune, vit une vie assez dissipée. Exalté, il a des rêves de grandeur. A Rome, il jure ne jamais laisser « reposer (son) bras ni (son) âme tant que n'auront pas été brisées les chaînes qui nous oppriment par la volonté du pouvoir espagnol ». Au Vatican il refuse de baiser la sandale du pape et, en passant par Paris, devient franc-maçon. Comme plus tard Chavez, il choisit les armes et la rébellion. Quand éclate la révolution en Espagne, le jeune homme est de retour dans son pays natal et rejoint l'armée des insurgés de Francisco de Miranda. En 1812, Miranda est défait par les troupes royalistes. Bolivar est de ceux qui, par dépit, livreront leur chef à l'ennemi. Miranda finira ses jours dans une geôle de Cadix.

Bolivar rejoint à Carthagène un patriote colombien, Antonio Nariño, qui fut emprisonné pour avoir traduit et distribué la Déclaration des droits de l'homme. Puis il reprend le chemin de Caracas, à la tête de 130 hommes. C'est la « Campagne admirable ». Une « aventure chimérique », dit-on alors, conçue par « un esprit délirant ». Le 6 août 1813, il entre dans la ville. Il est sacré « Libertador », « un titre supérieur à tous ceux que peut recevoir l'orgueil humain ». En 1814, les Espagnols reprennent Caracas, et Bolivar s'enfuit en Jamaïque, d'où il écrira une lettre restée célèbre dans laquelle il prône l'union et la république. Il repart à l'assaut du Venezuela à deux reprises. « Dieu concède la victoire à la constance ». En 1819, il fonde le Congrès de la Grande Colombie, une fédération unissant les nations libérées, la Colombie, le Venezuela, Panama et l'Équateur. Il en devient le président. D'autres batailles suivront, souvent gagnées par le jeune Antonio José de Sucre, pour la

liberté du Pérou et du Haut Pérou (aujourd'hui la Bolivie, ainsi nommée en hommage à Bolivar).

Ce fut Bolivar qui en 1826, au célèbre congrès de Panama, lança l'idée de former en Amérique une « Société des nations sœurs pour discuter les grands problèmes de la guerre et de la paix avec les trois autres parties du monde ». Le traité d'union, ligue et confédération perpétuelles approuvé au congrès de Panama, sur l'initiative de Bolivar, tendait à l'organisation d'une grande confédération continentale, dont l'organe principal serait une assemblée générale composée de deux plénipotentiaires de chacun des États confédérés. Tous les États, sans aucune exception, y seraient représentés sur la base d'une égalité juridique parfaite, ce qui signifie, d'après la conception américaine de l'organisation internationale, qu'il n'y aurait pas de droit de veto en faveur de certains États. L'assemblée générale aurait sous sa juridiction une véritable armée internationale composée de contingents mis à sa disposition par tous les États membres pour garantir leur intégrité territoriale et leur indépendance politique et assurer l'exécution des ordres édictés par l'assemblée générale comme organe suprême de la confédération. La sécurité collective était donc efficacement organisée et garantie. Le traité de Bolivar de 1826 ne fut pas ratifié par tous les États signataires et il n'entra jamais en vigueur. Néanmoins l'esprit fédéraliste et démocratique de ce traité a été pendant plus d'un siècle la source d'inspiration de tous les hommes d'État, publicistes et diplomates américains qui, pendant tout le XIXe siècle et la première moitié du XXe, se sont efforcés d'organiser la paix en Amérique.

Le titre honorifique de « Libertador » lui fut d'abord accordé par le Cabildo de Mérida (Venezuela), puis ratifié à Caracas (1813), et reste aujourd'hui encore associé à son nom. Bolivar rencontra tant d'obstacles pour mener à bien ses projets qu'il en arriva à s'appeler lui-même « l'homme des difficultés », dans une lettre adressée au général Francisco de Paula Santander en 1825.

**« Celui qui sert une révolution, laboure la mer » Simon Bolivar**

Nou artrouv'

**David Gauvin**

# Oté

## Mi koné in n'afèr lé plu méyeur k'limodium é pé sfèr moin shèr !

Kossa mi lir dsi l'internet ? Sa lé for in n'afèr konmsa ! i parétre médam mésyé, shèr z'ami d' Justin, ké prézidan la Républik La Franss, la parti voyiaz in kou dann l'Inde. Normal ! L'Inde i tarde pa sar dann lo kat pli gran péi dsi la tèr. In gran péi konmsa i pé pa lèss dsi l'koin sirtou si néna biznèss pou fé ansanm.

An touléka mi sort antann in n'afèr é lé bien domaz prézidan la pa sonn amoin pars moin l'avé in solissyon pou son problèm. Kèl problèm ? A s'ki paré li la fé ashté pou douz mil éro l'imodium – in médikaman kont lo rolashman – i fé bokou mèm pou in prézidan é la suite k'i suiv ali. Rolashman ? Oui rolashman pars lo léstoma épi lo l'intestin lo prézidan lé pa tro vayan avèk manzé bann z'indien. Mi koné pa si sé lo masalé k'i fé pa li d'bien mé antouléka, même si sa lé vré, 12000 € sa i roprezant in sakré gro dépanss.

La pa moin pèrsonèl la péyé, mé mi panss an avoir pèye in pti bout dodan... Mé, si lo bann z'ofisyèl té i koné in pé myé La Rényon zot nora pa gaspiye z'ot larzan avèk lo l'imodium. Pars nou issi – shé nou – nou néna ségré dann domen-la é anpliss i kout pa shér. Nou néna l'ayapana ! Nou néna koka sho, épi in bonpé z'afèr ankor. Par l'fète Nadia Ramassamy té an parmi lo voyiaz ébin èl noré pi aport son méyèr sokour. El té bien plassé pou sa, mé pé sfèr la pa dmann aèl son konkour. Pé s'fère èl la pa konu lo délégassion offisyèlla gingn in lépidémi d'mal de vante. I di ossi in kour d'vante, i di galman in tralala épi néna ankor in kantité d'mo pou sa.

Antansyon kant mèm méssyé lo Prézidan ! Si gouvèrnman la bien suiv l'afèr, néna d'après sak i di in komansman dézord dann loséan indien rante bande gran puissans é banna l'après tiss zot toil zarnyé la défanss dann noute losséan é gouvèrnman sré bien avizé demande anou noute poinn vizé, pars promyé trakassé sé nou – losséan indien sé konm ki diré noute maré nostrom é nou ni vé loséan indien zone de pé é pa zone de guèr.

Mé la pa pou sa i fo pran limodiome par tone, konm mi di aou, issi La rényon néna toute sak i fo é anmoin shère ébgran bénéfiss i garde lo ùmoune la tête bien frèsh pou bien kalkilé.

Justin